

tenue sous la présidence de Monsieur PECCHIOI, assisté(e)
de Monsieur ARGOUD et Monsieur JUSTE, Conseillers
En présence de Madame PILIDJIAN, Rapporteuse publique
Madame BOUCHUT, Greffière

10 heures 15

01)	DOSSIER N° 2103683	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Marie ARGOUD
Titre de l'affaire	Annuler la lettre de relance n° 34003306032 en date du 30 novembre 2020, reçue le 10 décembre 2020, et l'avis des sommes à payer n°BC75052/EX 2020/T 153 en date du 15 octobre 2020, ensemble la décision implicite de rejet au recours gracieux du 08 janvier 2021 notifié le 11 janvier 2021. Prononcer la décharge de la somme réclamée.	
Demandeur	Nom des parties Monsieur M	Représentants des parties Maître DE LAUBIER Renaud
Défendeur	METROPOLE-AIX-MARSEILLE PROVENCE DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES PACA	ERNST & YOUNG LYON
02)	DOSSIER N° 2101491	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Marie ARGOUD
Titre de l'affaire	Annuler l'arrêté du 18 décembre 2020 portant retrait de la décision de non-opposition à la déclaration préalable n° DP 013055201964P0 du 5 octobre 2020 et décision d'opposition à ladite déclaration. Enjoindre à la ville de Marseille de délivrer au pétitionnaire une décision tacite de non-opposition à la déclaration préalable n° DP 013055 20 1964P0, dans un délai d'un mois à compter de la notification du jugement.	
Demandeur	Nom des parties Monsieur D	Représentants des parties Maître ALZIEU-BIAGINI Pieyre-Eloi (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE MARSEILLE PARC NATIONAL DES CALANQUES	Monsieur B

10 heures 15

03)	DOSSIER N° 2105977	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Marie ARGOUD
Titre de l'affaire	Annuler la décision en date du 04 mai 2021 par laquelle le maire de la commune de Guillestre a refusé de prononcer l'abrogation de la délibération en date du 22 janvier 2020 prévoyant la réalisation de l'OAP n°6 et portant sur le classement des parcelles AE 227, 228, 229 et 230 en zone 1AUd.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	ASA DES CANAUX DE GUILLESTRE	SCP LESAGE BERGUET GOUARD-ROBERT (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE GUILLESTRE	SELARL ROUANET AVOCATS
04)	DOSSIER N° 2105060	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Marie ARGOUD
Titre de l'affaire	Annuler la décision de rejet implicite opposée par la maire de la commune de La Ciotat à leur recours gracieux en date du 7 février 2021, déposé en mairie le 8 suivant. Annuler l'arrêté de permis de construire n° PC 1302820B0033, en date du 8 décembre 2020, délivré par la maire de la commune de La Ciotat.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et Madame D Monsieur et Madame B Monsieur G	SCP LOGOS SCP LOGOS SCP LOGOS
Défendeur	Monsieur et Madame B COMMUNE DE LA CIOTAT SAS OGI	SCP LOGOS Maître SINGER Audrey SELARL IMAVOCATS (Cour)
05)	DOSSIER N° 2101351	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Marie ARGOUD
Titre de l'affaire	Annuler ensemble l'arrêté du maire de la commune de Saint-Chaffrey en date du 20 août 2020, ainsi que sa décision de rejet du recours gracieux de Monsieur D, en date du 17 décembre 2020.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur D	Maître CACHARD Xavier
Défendeur	PREFECTURE DES HAUTES ALPES	
Observateur	COMMUNE DE SAINT CHAFFREY	SELARL APA & C

10 heures 15

06)	DOSSIER N° 2106511	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Marie ARGOUD
Titre de l'affaire	Annuler ensemble l'arrêté de refus de permis de construire modificatif du maire de la commune de Saint-Chaffrey en date du 29 janvier 2021, ainsi que sa décision de rejet du recours gracieux de Monsieur D, en date du 17 mai 2021. Enjoindre au maire de Saint-Chaffrey de délivrer le permis de construire modificatif sollicité par Monsieur D et, à défaut, de réexaminer le permis de construire modificatif dans un délai de 30 jours à compter de la notification du jugement à intervenir.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur D	Maître CACHARD Xavier
Défendeur	PREFECTURE DES HAUTES ALPES COMMUNE DE SAINT CHAFFREY	SELARL APA & C
07)	DOSSIER N° 2106741	RAPPORTEUR: Monsieur Jean-Marie ARGOUD
Titre de l'affaire	Annuler l'arrêté du 26 janvier 2021 portant délivrance d'un permis de construire PC 0130552000422P0 à la SCI GS IMMO, et annuler la décision de rejet du recours gracieux du 26 mars 2021.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame G	Madame G
Défendeur	COMMUNE DE MARSEILLE SCI GS IMMO	
Arrêté le 01/12/2025 Le président du tribunal		